Numérisation CERMTRI

N° 353 — Du 15 avril au 28 avril 1955

"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS"

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

RÉDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél.: CEN. 68-96 — Directeur politique : Robert Berné

ABONNEMENTS : 1 AN : 800 FR. — 6 MOIS : 400 FR.
C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie, 603201 Paris

LES GRANDS *et les peuples*

LE Sénat français n'avait pas encore fini de ratifier les accords de Paris que Boulganine, saisissant la perche tendue par Eisenhower (et sans faire la moindre allusion au réarmement allemand), affirmait son accord avec le président américain pour réunir une Conférence des Grands « sur toutes les questions ». Que les militants communistes aient été mobilisés avec le mot d'ordre « après la ratification, plus de négociations possibles ! », qu'importe à Boulganine ? Il a des préoccupations plus graves que le sort du Parti Communiste Français. Dans les villes soviétiques, les objets de première nécessité, la viande, les légumes commencent à manquer. La gestion bureaucratique de l'économie socialisée provoque une crise grave. Incapables de tenir les promesses faites aux masses d'un relèvement substantiel de leur niveau de vie, divisés entre eux, mortellement inquiets pour l'avenir des privilèges de l'aristocratie soviétique, pris entre le mécontentement ascendant des peuples de l'URSS, et la pression croissante de l'impérialisme américain, les maîtres du Kremlin recherchent avec impatience la détente à l'extérieur. S'ils dénoncent leurs pactes avec la France et l'Angleterre, c'est pour mieux souligner qu'une seule négociation compte à leurs yeux : avec Washington, avec le maître et non avec les laquais.

Eisenhower est prêt à faire une partie du chemin à leur rencontre. Il a pu mesurer, depuis trois ans qu'il est au pouvoir, l'hostilité universelle à laquelle se heurtent les plans de domination mondiale de l'impérialisme américain. Il a pu mesurer la puissance irrésistible de la révolution asiatique. Il voit que les jeunes Etats bourgeois d'Asie, l'Inde de Nehru en tête, ne peuvent essayer d'édifier un barrage contre la révolution ascendante qu'en dénonçant avec vigueur l'impérialisme occidental, et en composant avec l'Etat ouvrier chinois.

Il n'ignore pas non plus l'extrême faiblesse des régimes bourgeois d'Europe. Il a vu le capitalisme français chanceler en août 53, les peuples d'Afrique du Nord prendre les armes, les travailleurs allemands se dresser contre le réarmement que ses maîtres prétendent leur imposer, les travailleurs anglais ébranler le gouvernement tory. Il sait que la guerre mondiale serait pour le capitalisme américain une aventure désespérée ; il sait aussi que les bombes H n'épargneraient pas plus les villes américaines que les villes russes. Le spectre de la crise économique s'est estompé, pour l'instant au moins, aux USA. La guerre n'est plus pour le capitalisme yankee le seul moyen d'éviter la crise. Pourquoi alors ne pas renouer avec la tradition de Yalta ? Pourquoi ne pas utiliser l'influence de la bureaucratie du Kremlin sur les masses pour refouler, canaliser, étrangler la révolution ?

A Yalta, dont justement Eisenhower vient de publier les procès-verbaux, Roosevelt, Churchill et Staline s'étaient cyniquement partagés le monde. Staline avait loyalement exécuté l'accord — remettant en selle les régimes bourgeois d'Europe, s'efforçant de livrer la révolution chinoise à Chiang-Kai-Chek.

Mais nous ne sommes plus en 1944. Le départ de Churchill, dernier survivant des Trois Grands Brigands, c'est l'aveu de son impuissance à faire revivre la Sainte Alliance des Grands contre les Peuples. Car les peuples ne sont plus cette masse de manœuvre dont les Grands Carnassiers croyaient disposer à merci. Robert Guillain, ce journaliste du « Monde » qui comprend souvent plus de choses qu'il n'en veut dire, met le doigt sur la plaie lorsqu'il dénonce ces « nouveaux périls pour la coexistence » :

G. BLOCH.

(Suite page 3.)

L'«UNITE D'ACTION» *du 13 avril*

LE 13 avril 1955 fera-t-il date dans l'histoire de la lutte de la classe ouvrière ?

C'est la question que l'on est en droit de se poser quand on sait que ce jour, le Bureau Politique du Parti Communiste Français, par la plume de Duclos, demande au Parti Socialiste :

« 1) d'agir ensemble dans ce sens à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, et ce dès la rentrée parlementaire ;

« 2) de demander aux fédérations et sections de nos deux partis d'examiner ensemble l'action à mener dans le pays afin de dresser l'opinion publique contre ces projets, contraires au bien du pays, à la cause de la paix et aux intérêts légitimes des travailleurs ».

C'est la deuxième fois en quelques mois (la première étant une lettre adressée au groupe parlementaire socialiste pour une augmentation de salaire) que le Parti Communiste Français s'adresse au Parti Socialiste pour lui demander d'envisager une action commune.

Ainsi la volonté d'unité d'action des travailleurs réussit-elle à percer au travers du pire maquis bureaucratique que connaissent les « grandes » organisations ouvrières traditionnelles.

Le Parti Socialiste répondra-t-il à l'invitation qui lui est faite ? Cela dépend de deux choses dont l'une est l'action des travailleurs socialistes au sein même de leur parti pour demander à leur direction d'accepter les propositions staliniennes et l'autre la campagne inlassable que le Parti Communiste devra mener au sein même de la classe ouvrière, s'il a vraiment le désir de voir aboutir les propositions qu'il a faite.

Notre Parti, qui a toujours défendu et préconisé une politique de Front Unique entre les deux grands partis ouvriers de ce pays, se félicite du pas en avant ainsi réalisé.

(Suite page 2.)

LES DIRECTIONS "SOCIALISTE" ET "COMMUNISTE" ONT AVALÉ SANS BRONCHER

Poisson d'avril *et* loi d'urgence

LES travailleurs ne se sont jamais fait d'illusion sur ce que serait « le rendez-vous d'avril ». Les titres à sensations de la grande presse ne les trompaient pas, ne pouvaient pas les tromper. Ils ont trop l'expérience des « augmentations » de salaires consenties par les gouvernements successifs, de Laniel à Mendès-France, pour être trompés par Edgar Faure. Donc, pas de déception, simplement les poings se serrent. Tout comme ils se serrent lorsqu'Edgar Faure et ses ministres déclarent que désormais les questions de salaire devront être réglées par le truchement des conventions collectives, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité.

Ils ne sont pas plus surpris d'apprendre que la loi instituant « l'état d'urgence » a été votée par quarante députés en séance, ou que les accords de Londres et de Paris ont été votés au Conseil de la République par des parlementaires qui comme Plewski ou Debré avaient promis durcomme fer de s'y opposer jusqu'au bout.

Ils comprennent de plus en plus que cela forme un tout, qu'il n'est pas possible de résoudre la question des salaires séparément de l'ensemble de la politique de répression coloniale ou de préparation à la guerre; que la défense des libertés démocratiques débouche directement sur toutes les autres questions. Pour tout dire, ils comprennent fort bien que quels que soient aujourd'hui les problèmes posés, ils ne peuvent être résolus vraiment que si l'on s'attaque aux racines du mal : le régime capitaliste.

La conscience aigue qu'ont les travailleurs de l'importance des objectifs à atteindre joue, aujourd'hui, un rôle de frein dans le développement de grandes luttes ouvrières, qu'en d'autres temps auraient infailliblement provoquées le cynisme gouvernemental sur la question des salaires, ou les menaces que constituent contre la classe ouvrière le vote de la loi instituant « l'état d'urgence ». Ce n'est pas qu'ils refusent le combat, bien au contraire, mais ils savent que cette fois il ne pourra s'agir de simples luttes revendicatives plus ou moins puissantes, plus ou moins vastes.

La bourgeoisie française le sait aussi. Et si, dans l'immédiat, elle profite du calme pour maintenir les salaires pratiquement bloqués, elle est terriblement inquiète, car elle sent que ce calme est celui qui précède les tempêtes. Elle tente de se rassurer en votant des lois comme celles instituant l'état d'urgence, ou la « conciliation obligatoire » des conflits du travail par un « arbitre » gouvernemental. Ce faisant, elle n'intimide pas les travailleurs. Elle ne fait que renforcer le sentiment qu'il faudra « y aller » une bonne fois, tous ensemble, jusqu'au bout et par tous les moyens, pour balayer toute la pourriture à la fois.

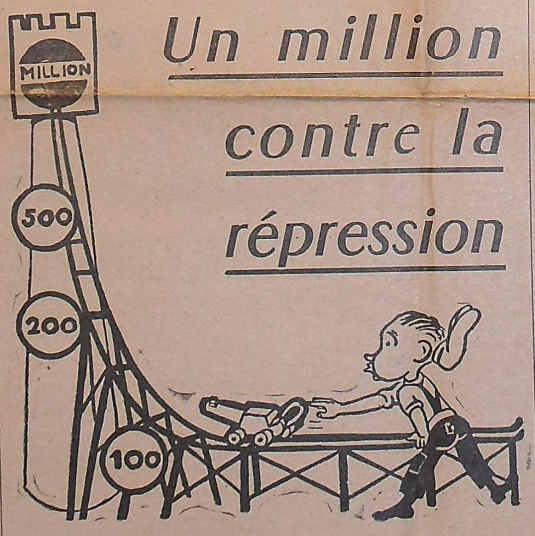
Son plus sûr atout, c'est encore la politique des dirigeants des grandes organisations se réclamant de la classe ouvrière, qui est en contradiction absolue avec les nécessités de la situation, et qui pèse sur la classe ouvrière.

Tous — dirigeants du Parti socialiste comme du P.C.F., dirigeants de F.O. comme de la C.G.T. — ne sont pas « satisfaits » du « rendez-vous d'avril ». Quelles conclusions en tirent-ils ? Un Bothereau ose écrire dans Force Ouvrière : « Notons que pour deux questions, médiations et reconversions, nous avions depuis longtemps préparé le climat. Le fruit est mûr. Cueillons-le aujourd'hui. » *Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. sont, en paroles, beaucoup plus radicaux. Ils sont pour l'action. Mais quelle action ? La lutte par corporation, par usine, voire par catégorie. Et quant à s'unir pour engager le combat, rien, absolument rien n'est fait dans ce sens, aucune proposition n'est adressée aux autres organisations ouvrières.*

Même en ce qui concerne la lutte pour la défense des libertés démocratiques contre la loi sur l'état d'urgence, les dirigeants des grandes organisations n'ont pas organisé l'action commune. Ils n'ont même pas essayé de se mettre d'accord pour appeler ensemble les travailleurs à agir. Ils se sont bornés à utiliser les moyens parlementaires qui pouvaient tout au plus retarder de quelques heures le vote de cette loi. Ils n'ont tiré aucune conclusion du fait que la totalité des députés des partis bourgeois, « alliés » d'hier du P.C.F. contre le réarmement allemand, « alliés » d'hier ou de demain des coalitions gouvernementales auquelles les dirigeants du P. S. ont participé ou es-

Stéphane JUST.

(Suite page 3.)



Un million contre la répression

La Vérité hebdomadaire

DE nouvelles souscriptions — nous publierons les listes dans notre prochain numéro — des abonnements, et des lettres par lesquelles nos lecteurs nous manifestent leur satisfaction de pouvoir lire désormais chaque semaine LA VERITE nous sont parvenus, en même temps que de nouvelles résolutions et lettres de protestation contre les poursuites dont notre journal et plusieurs militants du P.C.I. sont l'objet, nous publions encore dans ce numéro une résolution unanime de l'assemblée générale du S.N.I. du Rhône et une lettre du cam. Duthel. Que ceux de nos lecteurs qui nous ont témoigné leur solidarité, et dont nous n'avons pu, faute de place, publier la lettre, reçoivent ici notre remerciement.

Mais la lutte — la lutte contre la guerre d'Algérie, l'action pour la solidarité des travailleurs français avec le peuple algérien — ne fait que commencer..

La réaction colonialiste a frappé, elle peut frapper encore. Le P.C.I. doit poursuivre et élargir son action. A partir du 29 avril, LA VERITE, chaque semaine, mènera le combat révolutionnaire contre le régime capitaliste, pour la libération des peuples colonisés, pour l'émancipation des travailleurs de la métropole CHAQUE VENDREDI, « LA VERITE » SERA EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES.

Lecteur, sympathisant, ami, pour que notre effort s'amplifie, il nous faut ton aide !

COMMENT NOUS AIDER ?

(Suite page 2.)

A partir du 29 avril

TOUS LES VENDREDIS
LA VÉRITÉ
EST DANS LES KIOSQUES

arrivaient. Et, au meeting pour la libération de Roger Stéphane, le 6 avril, aux Sociétés Savantes, Paul Rivet, qui présidait, associant dans une même protestation toutes les victimes de la répression, fit applaudir LA VERITE par l'assistance. Nous

Où en est la guerre d'Algérie ?

"Nous mangeons à la table des partisans"

écrivent des hussards français prisonniers

LA guerre algérienne est une réalité. S'il en était besoin, la proposition de loi sur l'état d'urgence serait venue le rappeler à tous ceux qui parlent d'une « poignée d'agitateurs » ou de « quelques fanatiques ».

Il est d'ailleurs difficile de se faire une idée exacte des opérations militaires proprement dites. La presse, toute la presse, que ce soit par la volonté de ses rédacteurs, ou par le filtrage qui s'exerce aux sources mêmes des informations, c'est-à-dire les agences de presse, la presse est d'une discrétion remarquable, toute gouvernementale.

ENGAGEMENTS

Le 10 mars, dans la région de Batna, sur une piste, près de M'Chounèche, un groupe armé d'une cinquantaine d'hommes a attaqué une caravanes chargée de ravitaillement. Le groupe armé s'est saisi de provisions. Les convoyeurs ont tenté de s'interposer. Une bataille a eu lieu, 6 gardes ont été tués.

Le même jour M. Soustelle déclarait que « la métropole envoyait en ce moment des renforts de gendarmes. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour organiser les polices rurales ».

Le 11 mars, le ministère de l'Intérieur démentait « les bruits selon lesquels l'état de siège pourrait être décrété en Algérie ».

GREVE DE LA FAIM

Le 12 mars 250 détenus politiques à la prison d'Alger commencent la grève de la faim pour protester contre les méthodes odieuses de l'administration pénitentiaire.

Le 13 mars, en pleine montagne, à Oued-Maamar, une véritable bataille s'engage, qui devait durer de 5 heures du matin à 13 heures. Bilan : Un mort et un blessé du côté des militaires ; 4 morts du côté des partisans.

Le 15 mars, les 250 détenus politiques de la prison d'Alger continuent la grève de la faim.

Soustelle, gouverneur général de l'Algérie, visite le centre algérien de lutte contre le cancer.

Le 16 mars a lieu un accrochage à Dra-El-Mizan, avec le 1er Bataillon de choc : deux partisans sont tués. Près de Temit-El-Abed (dans les Aurès), une unité du 8e Tabor marocain s'accroche avec les partisans. Du côté d'Ain-Béida, sur la route de Ras-El-Eush, un véhicule du bataillon de tirailleurs algériens est renversé dans un fossé. Au douar Nini, un groupe d'une dizaine d'hommes armés se présente au chantier communal : « Nous ne sommes pas des bandits. Nous sommes simplement venus reprendre ce qu'on nous avait pris ».

Ce même 16 mars le tribunal de Mostaganem et le tribunal militaire d'Alger condamnaient 16 algériens.

GREVE DES DOCKERS

Le 17 mars, la ville de Maison-Carrée est cernée par des centaines de C.R.S. qui fouillent avec minutie tous les Algériens qui sortent ou entrent dans la ville.

Le 19 mars, dans la forêt de Béni-Imloul (dans les Aurès), une bataille de plusieurs heures a lieu entre légionnaires et partisans .Du côté légionnaires : deux morts, deux blessés.

Le même jour, à 24 km. de Batna, une automobile se dirigeant vers Mac-Mahon essuie des coups de feu.

Le 22 mars, les dockers d'Oran refusent de charger des munitions sur le « Touggourt » et de décharger du matériel de guerre arrivé d'Indochine par le « Cernay », et de France par le « Sahara ». En même temps, entre Oued-Taga et Batna, une vingtaine de poteaux télégraphiques sont coupés et un engagement a lieu entre une compagnie et une trentaine de partisans. Un tirailleur tué, un autre blessé, cinq partisans mort. Dans le même moment, sur la route nationale, à 16 km. de Tizi-Ouzou, les communications téléphoniques sont interrompues, également entre Batna et Arris. Un barrage est élevé sur la route, à 22 km. de Kenchela.

Le 23 mars, le gouvernement tente de déposer son projet d'état d'urgence.

Le 26 mars « L'Echo d'Alger » publie des passages de lettres adressées par six hussards faits prisonniers le 16 février 1955 dans le Djebel Chechar.

« Nous sommes contents de pouvoir enfin vous rassurer. Nous savons combien vous devez être inquiets. Tranquillisez-vous. Nous sommes bien traités. Beaucoup plus heureux maintenant que lorsque nous étions avec les militaires. Nous mangeons à la table des

(Suite page 3.)

Numérisation CERMTRI

SOLIDARITE CONTRE LA REPRESSION

Le S.N.I. du RHONE

RESOLUTION

L'Assemblée Générale de la Section du Rhône du Syndicat National des Instituteurs réunie à la Bourse du Travail de Lyon le jeudi 31 mars 1955 :

— S'élève contre le projet d'institution de l'Etat d'urgence actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale.

— Proteste vivement contre les récentes atteintes aux libertés démocratiques en particulier :

— arrestation du journaliste R. Stéphane ;

— saisie du « LIBERTAIRE » et de « LA VERITE » ;

— perquisition aux locaux du Parti Communiste Internationaliste.

(Résolution votée à l'unanimité.)

Chers camarades,

Je vous adresse ci-joint le texte de l'ordre du jour voté par l'assemblée générale de la section du Rhône du SNI concernant les atteintes aux libertés démocratiques.

Je joins à cette protestation collective une protestation personnelle de militant syndicaliste contre les poursuites intentées aux militants du PCI.

Avec mes sentiments syndicalistes les meilleurs, *P. Duthel*.

P.S. Le texte de cet ordre du jour a été communiqué au Préfet du Rhône et au ministre de l'Intérieur, ainsi qu'à la presse lyonnaise, et reproduit par le journal communiste « La République ».

Nouvelles attaques contre "Le Libertaire"

APRES la saisie du « Libertaire » (organe de la Fédération Communiste Libertaire) le 11 novembre 1954 et les poursuites engagées contre des militants de la F.C.L. en vertu de l'article 80 du code pénal, après les poursuites engagées en vertu du même article 80 contre deux nouveaux numéros du « Libertaire » (408 et 401) par la brigade criminelle de la P.J., après la convocation de six militants de la F.C.L. à la P.J., le gouvernement vient de se livrer à une nouvelle attaque contre la liberté de la presse.

Deux nouveaux numéros du « Libertaire » sont à leur tour poursuivis.

Le numéro 411 est poursuivi par le ministre de l'Intérieur pour un article intitulé « Résistance ouvrière au colonialisme », exaltant l'action des dockers d'Oran refusant de décharger des armes destinées à massacrer leurs frères résistants de la Kabylie et des Aurès.

Le numéro 413 est poursuivi par le ministre des Forces Armées, à cause d'un article de notre vieille et valeureuse militante Hélène Leroux, publié sous le titre « Les femmes dans l'armée ! » et flétrissant l'engagement de 8.000 femmes.

Le gouvernement, par des procès successifs et des amendes massives va tenter de faire disparaître le seul journal de combat des travailleurs, le journal à l'avant-garde de la lutte ouvrière, « Le Libertaire ».

Mais qu'il ne s'y trompe pas : IL TROUVERA A QUI PARLER !

LE C. N. DE LA F. C. I.

Libérez Roger Stéphane !

LE juge Duval a refusé de mettre le journaliste Roger Stéphane en liberté provisoire. Rien d'étonnant : on sait de reste que ce spécialiste des pigeons voyageurs ne lâche jamais son homme. La protestation de l'opinion publique n'a pourtant pas cessé de se développer, contraignant le gouvernement à mettre Stéphane au régime politique. Mais par là même MM. Faure et Bourgès-Maunoury avouent que Stéphane n'est pas poursuivi pour « divulgation de secrets militaires » etc., ce qui n'aurait rien de politique, mais bien pour la lutte qu'il a menée contre la sale guerre d'Indochine — tout comme « LA VERITE » a été saisie, et plusieurs militants du PCI menacés de poursuites pour leur hostilité à la sale guerre d'Algérie.

Seuls de toute la presse, l'indic Pierre Brisson, directeur du « Figaro », et les fascistes nostalgico-maurrassiens d'« Aspects de la France » ont applaudi à l'arrestation de Stéphane. Rien d'étonnant encore : Maurras n'avait-il pas un petit peu dénoncé à la Gestapo... le père de R. Stéphane ? « Aspects de la France » n'a-t-il pas exprimé un enthousiasme débordant quand « LA VERITE » a été saisie ? Comme on se retrouve... y compris le 6 avril, aux Sociétés Savantes, où, devant une salle comble, diverses personnalités parmi lesquelles Louis Massignon, Me de Moro-Giafferi, Marceau Pivert, ont, sous la présidence de Paul Rivet exigé la libération immédiate de Stéphane... après que quelques trublions maurrassiens, qui voulaient perturber la réunion, eurent été rapidement mis à la raison, sans perte (pour le service d'ordre) mais avec fracas. Des militants du PCI participèrent avec enthousiasme et efficacité à l'opération.

Et maintenant ? C'est le 21 avril que la Chambre des mises en accusation se prononcera. Elle doit mettre, et, espérons-le, mettra Stéphane en liberté provisoire. Mais cela ne suffit pas. Une ordonnance de non-lieu doit être rendue. Les poursuites réactionnaires engagées contre Stéphane et Gilles Martinet, contre les militants du Parti Communiste Internationaliste, contre les militants de la Fédération Communiste Libertaire doivent être définitivement closes. L'action unie doit s'organiser et s'étendre jusqu'à ce que cet objectif soit atteint.

G. B.

UN MILLION

(Suite de la première page.)

1) En souscrivant à la campagne du Million contre la répression. Des listes de souscription sont à la disposition de nos amis au siège de LA VERITE. N'oublions pas que les petits ruisseaux font les grandes rivières ! Chaque franc compte !

2) En souscrivant :

— 1 abonnement à LA VERITE hebdomadaire : 1 an (52 n°s), 800 francs ; 6 mois (26 n°s), 400 francs ; 3 mois (13 n°s), 225 francs. Abonnement pour l'étranger : 1 an, 1.200 francs ;

— 1 abonnement d'assai de 5 n°s pour 100 francs (pour votre compte ou pour celui d'un abonné possible) ;

— et, jusqu'au 31 mai, l'abonnement de soutien à 1.000 francs, donnant droit, outre 52 n°s de LA VERITE hebdomadaire (valeur 52 × 20 = 1.040 francs), à : 1 abonnement de 1 an (4 n°s) aux « Cahiers Rouges », la revue du trotskysme (valeur, 150 × 4 = 600 francs) ; et à la série des fameux articles de Brigitte Garland « Ma vie dans les camps de concentration soviétiques », reproduits par la presse révolutionnaire du monde entier, dont la prochaine parution en brochure satisfera les nombreuses demandes qui nous ont été adressées (valeur, 100 francs), SOIT AU TOTAL 1.740 FRANCS POUR 1.000 FRANCS !

3) En nous envoyant des listes d'adresses d'abonnés possibles, A QUI NOUS FERONS UN SERVICE GRATUIT DE 4 n°s.

4) En nous signalant les kiosques où vous désirez trouver LA VERITE ; EN DEVENANT INSPECTEUR DE VENTE DE « LA VERITE ».

5) En nous informant sur tous les faits qui touchent la classe ouvrière, et dont vous êtes chaque jour le témoin ; EN DEVENANT CORRESPONDANT DE « LA VERITE ».

LE COMITE POUR LA LIBERATION DE MESSALI HADJ ET DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN ALGERIE ANNONCE LA PARUTION DE SON BULLETIN D'INFORMATION N° 3.

AU SOMMAIRE :

— Un interview du député travailliste Leslie Hale.

— Les biographies de Messali Hadj et des animateurs du Comité : Jean Cassou, écrivain, et Yves Dechézelles, avocat.

— Un appel du Comité à la Conférence africano-asiatique de Bandoeng.

Prix du numéro : 20 frs. Passez vos commandes à E. Boisselier, 87 bis avenue du Général-Leclerc, Paris (14e). C.C.P. Paris 4507-56.

"LES CAHIERS ROUGES"

Au sommaire du n° 1, à paraître le 1er mai :

G. Bloch : Convulsions bureaucratiques en URSS.

Jean Cassou : La conscience ouvrière.

P. Lambert : Problèmes de l'indépendance nationale au Maghreb.

P. Scali : Révolution et contre-révolution au Guatemala.

Un texte de Trotski sur « le terrorisme ».

Un débat parlementaire : le débat sur l'état d'urgence.

Des notes de lecture : Deutscher, Bourguiba, Benoist-Méchin.

Des chroniques étrangères : Signification de la fusion AFL-CIO, etc., etc.

Le numéro : 150 frs.

Abonnement de 1 an (4 numéros) : 500 frs et jusqu'au 31 mai : abonnement de 1 an combiné avec « LA VERITE » hebdomadaire. 1.000 frs.

Adresser les commandes à la S.P.E.L., 46 rue de l'Arbre-Sec, Paris 1er. C.C.P. 6032-01 Paris.

La répression est indivisible

EN faisant voter la loi sur l'état d'urgence, la bourgeoisie a eu au moins le mérite de reconnaître publiquement la peur panique qu'elle éprouve devant l'action des masses travailleuses.

C'est de propos tout à fait délibéré que cette loi est applicable à l'ensemble du territoire métropolitain. Son application à l'Algérie démontre que les « quelques rebelles » qui se battent là-bas ne menacent pas simplement quelques douars isolés ou quelques monts dénudés mais bien les assises économiques et sociales de la grosse colonisation. Envisager son application dans la métropole, c'est-à-dire la suppression des libertés de presse, de parole, de réunion, la déportation administrative des militants ouvriers, la réquisition des grévistes, le renvoi des dirigeants devant les tribunaux militaires, c'est reconnaître que demain l'action des travailleurs ébranlera les bases du régime et fraiera la voie de la revolution sociale qui s'impose.

La bourgeoisie est précautionneuse. Son lourd appareil d'Etat fonctionne lentement, avec les qualités de ses défauts. Des mesures sont prises, des dossiers sont constitués, des hommes catalogués, des poursuites engagées.

Ainsi tout un dossier est-il constitué contre notre Parti. Des militants sont poursuivis, des perquisitions ont eut lieu, des saisies ont été opérées. La bourgeoisie hésite à poursuivre plus loin, elle s'enferre dans ses propres contradictions. Frapper aujourd'hui, c'est-à-dire emprisonner, condamner une seule organisation ouvrière en France, c'est ouvrir la voie à la répression contre le mouvement ouvrier tout entier.

L'Etat français ne peut se permettre ce luxe dans le moment présent. Il lui est impossible de lutter sur tous les fronts à la fois, à l'extérieur contre des peuples entiers qui secouent son joug, à l'intérieur contre des organisations d'avant-garde qui indiquent la voie à suivre et contre l'ensemble des grandes organisations ouvrières politiques et syndicales.

Ce qui décide, ce ne sont pas les lois, c'est la lutte, c'est le combat. c'est l'action.

Plus grande sera la détermination ouvrière à se battre, plus effectif et plus réel sera le Front unique des organisations ouvrières, plus seront restreintes les possibilités des gouvernants, ministres et gouverneurs généraux, de consolider la domination du capital.

La lutte pour la défense des libertés démocratiques, quelles que soient les organisations ouvrières ou les hommes de gauche qui soient frappés, est l'affaire de tous.

Continuer la lutte pour la cessation des poursuites contre notre Parti, demander que soient closes les informations en cours contre lui, c'est défendre l'ensemble des organisations ouvrières.

Le P.C.F. torpille le Comité de Lyon

Le 16 mars derniers, Georges Tamburini, secrétaire de l'U.D. - M.C.P. du Rhône, et Laurent Goblot, secrétaire administratif du Comité lyonnais contre la Répression, prenaient la décision de suspendre les réunions hebdomadaires de cet organisme. Les absences répétées de la plupart des représentants d'organisations, l'inertie dont ils n'avaient cessé de faire preuve, multipliant les difficultés rencontrées par les militants ouvriers engagés dans une action anticolonialiste authentique, avaient voué peu à peu l'expérience à l'échec.

Les responsabilités dans la faillite d'une tentative dont on était en droit d'attendre mieux incombent pour une large part à la carence continuellement manifestée par les organisations staliniennes signataires, notamment le P.C. et la C.G.T. L'utilisation pour le moins fantaisiste du matériel édité par le Comité est significative à cet égard. Dix mille tracts et cinq cents affiches ont été imprimés, puis répartis entre les diverses formations, la plus grande partie allant normalement — en raison de leur importance — au P.C. et à la C.G.T. (exactement : 5.000 tracts et 300 affiches). Non seulement, ce matériel est resté presque complètement inutilisé, mais la direction du P.C. a cru bon de le diffuser en direction des seuls travailleurs Nord-Africains. Chez SEGUIN, par exemple, les tracts n'ont été remis qu'aux ouvriers algériens. Comme l'a fait observer l'un d'eux tout récemment : « *Le Parti communiste semble nous dire : Voyez, nous faisons quelque chose pour vous. Il devrait pourtant savoir que ce sont d'abord les Français que l'on doit informer sur la répression en Afrique du Nord, sur la misère imposée au peuple algérien.* »

Le P.C.F. appose maintenant son affiche : « Assez de sang en Afrique du Nord » de préférence dans les quartiers habités par les camarades nord-africains. Notons qu'à Villeurbanne, le collage de cette affiche semble avoir été effectué comme en réaction à celui de l'appel du P.C.I. dénonçant la répression. Les faits rapportés prouvent — s'il en est encore besoin — le refus arrêté du P.C. d'animer une quelconque lutte d'envergure contre la répression, sa volonté de faire poids mort dans les cas où les initiatives partent d'organisations non staliniennes. (Le Comité lyonnais fut lancé par le Mouvement de Libération du Peuple).

Quelle orientation adopter aujourd'hui pour remonter le courant, entraîner derrière soi les nombreux travailleurs et démocrates lyonnais persuadés de l'absolue nécessité de l'organisation d'un vaste mouvement de protestation contre la répression en Algérie ? Plusieurs militants anticolonialistes pensent qu'il y a maintenant place pour un nouveau travail contre la répression, à partir d'un petit nombre d'hommes décidés à lutter sans défaillance pour le droit qu'a chaque peuple de gérer ses propres affaires, à partir d'un petit nombre d'intellectuels, de militants ouvriers et syndicaux résolus à défendre les libertés les plus élémentaires. Nul doute que le Lyon ouvrier et démocrate, le Lyon des Canuts ne sera pas le dernier à faire entendre sa voix contre la sale guerre faite au peuple algérien.

Albert LE MAITRE.

Les étudiants Lyonnais contre la Loi d'urgence

Lyon le 1er avril 1955.

LE Comité Etudiant lyonnais contre la répression et pour la défense des libertés démocratiques dans les pays d'Outre-Mer :

Vivement ému par la proposition de loi du gouvernement instaurant l'état d'urgence en Algérie, proposition qui prévoit l'application en Algérie — et éventuellement sur le territoire métropolitain — d'un véritable régime d'exception :

— Suppression de la liberté de réunion ;

— Etablissement du contrôle des moyens d'information ;

— Autorisation des perquisitions de jour et de nuit ;

— Dessaisissement de la justice au profit des tribunaux militaires ;

— Suspension du recours contre les décisions des juridictions d'instruction ;

— Institution de la résidence forcée ;

— Autorisation d'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre ;

S'OPPOSE avec énergie à toute mesure d'exception qui ne ferait qu'aggraver la situation actuelle, d'ailleurs fortement détériorée en Algérie.

FAIT APPEL à tous les parlementaires et à toutes les organisations étudiantes, pour faire échec à ce projet antidémocratique et pour s'unir en vue de défendre les libertés menacées.

Le Comité réunit les organisations suivantes :

Association Chrétienne d'Etudiants - Comité des Jeunes pour la Justice Outre-Mer - Etudiants Africains - Etudiants Algériens - Etudiants Communistes - Etudiants du Groupe Esprit - Etudiants M.R.P. - Etudiants Socialistes - Etudiants Tunisiens - Foyer International des Etudiants - Jeune République - Jeunesse Etudiante Chrétienne - Mouvement de Libération du Peuple (section étudiante) - Nouvelle Gauche (Etudiants) - Union de la Jeunesse Républicaine de France.

Les C. D. S. E. également

LE secrétariat des C.D.S.E. communique :

Vingt-cinq députés français présents en séance à l'Assemblée Nationale, viennent de prendre la lourde responsabilité de voter un texte de loi dit d'« état d'urgence ».

Le Conseil des ministres en appliquant cette nouvelle législation pour une durée de six mois à l'Algérie entend prouver qu'il ne compte que sur la force pour solutionner le problème algérien.

Les Comités de D'fense Sociale et d'Entr'aide fidèles à leurs principes, ne peuvent s'abstenir de dénoncer un texte qui sous le prétexte de rétablir l'ordre, n'a en réalité qu'un seul but: la suppression pure et simple de toutes les libertés et garanties constitutionnelles en Algérie aujourd'hui, en France peut-demain.

En votant et en appliquant l'état d'urgence en Algérie, l'Assemblée Nationale et le gouvernement français viennent de légaliser la répression.

Les Comités de Défense Sociale et d'Entr'aide rappellent qu'en aucun cas la force ne peut apporter de solution valable et durable aux problèmes algériens et que seul l'exercice des libertés démocratiques peut permettre la recherche des solutions. Les C.D.S.E. lancent un appel à l'opinion ouvrière et démocratique pour lutter contre la légalisation de la répression et la défense des libertés du peuple algérien.

A propos des élections cantonales

LE Comité d'Action Laïque du Nord s'est adressé au Parti Socialiste et au Parti Communiste Français, à propos des élections cantonales prochaines, en leur posant deux questions :

PREMIERE QUESTION : Donnez-nous l'assurance que si vous êtes élu au Conseil général, vous repousserez toute demande de subventions directes ou indirectes de collectivités publiques aux écoles privées ?

DEUXIEME QUESTION : Seriez-vous disposés à vous retirer, au second tour, en faveur du candidat laïque le plus favorisé ?

Dans « Nord-Matin » du 9 avril et dans « Liberté » du 10 avril, le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français ont fait connaître leurs réponses.

Pour ce qui est de la première question, la réponse est très claire et très brève pour chacun des deux partis. C'est oui, sans réserve. Bien.

Quant à la deuxième question qui est pourtant formulée en termes extrêmement concis et simples, le Parti Socialiste répond en ces termes :

« Le Parti fait confiance aux fédérations pour barrer la route aux candidats de la réaction et aux partisans des régimes de dictature ».

Le Parti Communiste Français répond de son côté :

« Selon les résultats du premier tour, et compte tenu de l'attitude des divers candidats en présence, le Parti envisagera, au second tour, le désistement de ses candidats en faveur des candidats socialistes, radicaux ou autres qui auront nettement et publiquement pris position contre le réarmement allemand, pour une politique de paix ».

Ces deux réponses ont d'autant plus d'intérêt que leurs auteurs se réfèrent à des extraits de textes votés par leurs directions nationales respective, donnant ainsi au cas du département du Nord une valeur de symbole à l'échelle nationale.

Or, ces réponses ont la particularité d'être symétriques. En d'autres termes, Parti Socialiste et Parti Communiste sont d'accord... pour ne pas s'unir.

Que ceci se soit révélé à propos de la laïcité est parfaitement secondaire. La même question aurait pu se produire par exemple à l'occasion de questions posées par le Comité pour la Libération de Messali Hadj et des victimes de la répression par exemple. La réponse aurait été identique : le Parti Communiste aurait mis en avant la condition de la lutte contre le réarmement allemand et le Parti Socialiste, pour ne pas être en reste, aurait de son côté, conditionné son désistement par la mise en garde contre « les régimes de dictature » (lisez : condamnation de l'URSS).

Ce n'est pas un hasard si Parti Communiste et Parti Socialiste ont précisément insisté sur les problèmes qui les divisaient et non sur ceux qui les unissaient. Si nous croyions à leur prévoyance politique nous dirions que ces Partis ont devancé la démarche du Comité d'action laïque et y ont répondu à l'avance.

Dans le code criminel, la préméditation est une circonstance aggravante. Elle l'est aussi en politique. Car enfin pourquoi choisir, pour le Parti Communiste, le r'armement de l'Allemagne ; pour le Parti Socialiste les régimes de dictatures ? sinon pour se refuser à l'avance à toute action unitaire alors qu'un terrain commun était tout trouvé: celui de la lutte contre l'état d'urgence.

Contre cette loi fasciste présentée par le gouvernement Faure, les députés se sont comptés. D'un côté tous les partis et représentants de la classe bourgeoise, de l'autre côté, tous les partis et représentants prétendant à la défense de la classe ouvrière et de ses intérêts. En politique, on ne juge pas sur les intentions, et le scrutin du vote sur l'état d'urgence était clair, très clair : Classe contre classe.

Opposer à celà la notion volontairement confuse de : « socialistes, radicaux ou tous autres » d'un côté et de l'autre : « contre les candidats de la réaction et les partisans des régimes de dictature », c'est délibérément passer à côté du vrai problème qui est celui de l'unité de tous les partis ouvriers contre tous les candidats bourgeois quelle que soit l'étiquette dont ils s'affublent.

En vérité, la seule réponse possible pour un authentique parti ouvrier à la deuxième question du Comité d'Action laïque du Nord est celle-ci :

« Au deuxième tour, notre Parti, considérant d'une part que l'ennemi principal est le patronat et ses valets parlementaires, conscient en particulier que seules les organisations ouvrières ont mené un combat réel pour la défense de la laïcité sans illusion dans la politique des directions ouvrières officielles mais conscient de la nécessité d'unir les forces des travailleurs également dans la lutte électorale, SE DESISTERA AU SECOND TOUR SANS CONDITION, en faveur du candidat ouvrier le plus favorisé ».

Qui peut perdre à une telle tactique ? La bourgeoisie à coup sûr ! Qui y gagne ? Les travailleurs qui resserrent leurs rangs. C'est une telle politique que les ouvriers socialistes et communistes doivent imposer à leur direction, dans tout le pays, dans le département du Nord comme ailleurs.

"L'UNITE D'ACTION" du 13 Avril

(Suite de la première page.)

D'autant plus que, par rapport à la première proposition de lutte commune pour l'augmentation des salaires, proposition qui se situait uniquement sur le plan parlementaire, cette dernière proposition envisage l'action commune entre les fédérations et les sections des deux partis, c'est-à-dire la lutte à la base.

Il n'y aurait donc qu'à se rejoindre de ce premier pas en avant si toutefois il avait quelque chance de se concrétiser. Or, on est en droit d'en douter. Et ces doutes ne seront le fait ni d'un naïf que l'on pourrait prévoir du Parti Socialiste, ni de l'abstraction du Parti Communiste à ne pas mener une campagne vigoureuse pour faire triompher ses propositions. Non ! Ces doutes viennent du fait que les propositions d'action commune ont été faites pour lutter contre la fabrication de la bombe H et que c'est Edgar Faure lui-même qui déclarait dans une conférence de presse tenue dès le 13 avril : « Nous n'entendons pas consacrer d'études à la création d'une bombe H ou d'une autre bombe ».

Ainsi la proposition d'action communiste fait long feu. Une telle mésaventure était-elle évitable ou réparable ? Assurément, il suffit que le Parti Communiste reprenne intégralement ses proposition d'action commune, non plus pour lutter contre la fabrication d'une bombe H qui ne sera pas fabriquée mais pour la constitution d'un gouvernement ouvrier du Parti Communiste et du Parti Socialiste, sans ministre capitaliste.

Cette proposition a le double avantage et de répondre aux aspirations des travailleurs et de ne pouvoir, en aucun cas, être dévancée par des propositions analogues ou similaires d'Edgar Faure.

Numérisation CERMTRI

UN EXEMPLE ITALIEN POUR LA FRANCE :

L'ESSOR DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

APRES les critiques, que nous avions rapportées dans « LA VERITE » N° 350, faites à leur direction par des cadres locaux du P.C. italien pour sa conduite faible et incertaine dans la discussion des accords de Londres et de Paris à la Chambre, lors de la discussion au Sénat qui s'ensuivit la direction du parti a dû donner des consolations formelles à l'insatisfaction des militants, en prenant une attitude plus décidée dans la forma et en organisant des délégations ouvrières de protestation qui se rendirent au palais du Sénat. Mais elle n'a en aucun cas voulu passer à des formes plus efficaces de lutte. Les sénateurs staliniens se sont bien gardés même d'utiliser l'arme parlementaire de l'obstruction systématique au Sénat, et les délégations avaient des directives précises de « respect de la légalité » ; aucune manifestation, aucune grève n'était prévue.

A.C. FAIT TACHE D'HUILE

Aussi n'est-il pas étonnant que la crise interne du P.C. italien se soit considérablement approfondie ces dernières semaines.

La publication du premier document organique d'une tendance d'opposition de gauche dans le P.C. italien, en effet, a mis bien des choses en mouvement dans les rangs staliniens. D'abord, les remaniements dans la direction : Secchia envoyé en province, Teresa Noce, secrétaire de la fédération des travailleurs du textile, éloignée sans plus de la direction du parti. Puis l'essor de l'esprit critique dans la base : partout des discussions, des interrogations — une grande avidité de lire enfin le document d'opposition.

De vifs reproches ont éclaté parmi les militants de gauche lorsqu'ils constatérent que les dirigeants d'Action Communiste n'avaient pas pris soin de diffuser leur texte à la base et en province. Néanmoins des camarades, soit de retour de Rome, soit après s'être procuré avec beaucoup de peine le document, ont rempli cette tache essentielle de diffusion que l'on avait négligée. En conséquence, des groupes d'opposition ont commencé à se former en province. Leur orientation politique est naturellement sur la ligne d'Action Communiste, mais il y a aussi des variantes locales sur l'orientation tactique, sur l'attitude à observer envers le parti, sur les questions de l'URSS.

Ces divergences surgissent du fait que tous ces groupes sont isolés les uns des autres. Il y a même dans une ville deux ou trois groupes qui ignorent leur existence réciproque. La tâche centrale des dirigeants d'Action Communiste est de commencer dès maintenant à contacter ces camarades, à leur donner un minimum d'organisation et de centralisation. Il faut que ces dirigeants sortent de l'anonymat politique et de l'attentisme où ils se sont réfugiés après la conférence du parti. La base est disposée à marcher et les événements sont favorables à un rassemblement de tous les communistes d'opposition sur la base de la théorie léniniste du parti ouvrier.

DANGER : L'ATTENTISME DES DIRIGEANTS

En tout cas l'attentisme dont les dirigeants d'A.C. ont fait preuve jusqu'ici est le signe certain d'une faiblesse politique. Où celle-ci trouve-t-elle ses origines ? Evidemment dans l'appréciation incorrecte du rôle joué par la politique extérieure de l'URSS dans la politique opportuniste de Togliatti. En réalité leur document — excellent dans l'analyse des questions intérieures — est pitoyable dès qu'il vient à en parler. Il en arrive même à sugérer une intervention des dirigeants russes contre Togliatti ! Mais nous savons que pour les dirigeants d'A.C. ces formulations ne sont que des trompe-œil destinés à éviter de se heurter directement au prestige de l'URSS, encore solide dans les couches d'activistes et militants du parti, couches sur lesquelles ils comptent plus que sur les ouvriers de base.

Il est certain que le groupe initial d'A.C. est l'expression précisément des tendances politiques de ces secteurs du parti. Mais tous ces facteurs : manque de confiance dans la base, préférence pour les formes conspiratives, renonciation au combat, illusions sur la possibilité de s'emparer d'un large secteur de l'appareil, efforts pour rendre neutres les Soviétiques face à une lutte éventuelle pour le pouvoir dans le parti — correspondent à des faiblesses objectives d'orientation politique.

Nous sommes sûrs que ces camarades surmonteront ces faiblesses : ils ont déjà commencé. Dans ce but ils seront aidés par les groupes qui se forment en province, dont l'orientation est souvent plus claire et chez qui les résidus de stalinisme qui affligent encore les dirigeants romains d'A.C. cèdent plus facilement la place à une prise de position léniniste.

MARIO BOTTARI.

NGO-DINH-DIEM ISOLÉ

LES combats de Saïgon ont révélé spectaculairement la décomposition avancée du régime de Bao-Daï. Les sectes et Ngo Dinh Diem se disputent les dernières dépouilles avant d'être balayés définitivement.

Il serait assez malaisé, parmi ce panier de crabes, de distinguer tous les liens qui unissent ou séparent les différents protagonistes. Cependant la lutte peut se ramener entre celle de Ngo Dinh Diem soutenu par l'impérialisme américain et des sectes gangsters-religieuses, tantôt financées en sous-main par l'impérialisme français, tantôt utilisées probablement par le Vietminh qui y a épisodiquement joué un rôle puissant.

En fait, sans les Américains, Diem serait chassé depuis longtemps. Puissamment armées, les sectes Hoa-Hao et Cao Daï contrôlent principalement l'ouest du pays, qui en est le grenier à riz. Les Binh Xuyen, dont le chef contrôle la police et les bordels de Saïgon, sont organisés dans Cholon, ville jumelle de Saïgon et aussi peuplée.

Les événements qui viennent d'avoir lieu ne sont que le prélude à d'autres combats. Les sectes, qui se disent les plus résolumment « anticommunistes » réussiront-elles à éviter à l'impérialisme américain, sans guerre, cette ultime application des accords de Genève : des élections générales libres ? Celui-ci, que les éléments incontrôlables des sectes emplissent de méfiance, en doute, et préfère confier ce rôle à Diem, qui s'avère pourtant définitivement incapable de le tenir.

Quant au général Ely, en domestique chassé et mécontent, il essaie d'attiser la bagarre, comme un Livre Blanc du gouvernement Diem doit, paraît-il, le montrer, ce qui ne manque tout de même pas d'être assez réjouissant. Pendant ce temps, le Vietminh contrôle des régions entières du Sud-Vietnam et étend, chaque jour, son influence.

En tout cas, qu'Eisenhower en fasse son deuil : Ngo Dinh Diem ne sera même pas un Tchang-Kaï-Tchek.

C. CARTIER.

Les travailleurs communaux d'Amsterdam rompent la paix sociale

(De notre correspondant en Hollande)

LES travailleurs communaux d'Amsterdam, les traminots et d'autres catégories comme les gaziers, les boueux, les paveurs ont déclenché brusquement au début d'avril une grève sans l'accord de leurs syndicats.

Les salaires des traminots sont très bas; depuis deux ans déjà, ils revendiquaient leur passage dans une catégorie supérieure. Les salariés communaux sont divisés en catégories de salaires, mais le classement des traminots était, dès avant la guerre, défavorable. En outre, le manque de personnel a provoqué un allongement important du temps de travail, la réduction du nombre de jours de repos, etc... C'est dans ces conditions que les traminots ont débrayé.

Malheureusement, sur 24.000 employés de la municipalité d'Amsterdam, 4.000 seulement suivirent le mouvement.

Néanmoins, cette grève a revêtu une grande signification politique, car ce fut la première protestation contre la fixation des salaires par l'Etat que gouvernement, syndicats « libres » et employeurs sont d'accord pour imposer à l'ensemble des travailleurs des secteurs publics et privés. Les salaires sont ainsi maintenus à un niveau très bas, sous prétexte de permettre aux capitalistes néerlandais de faire face à la concurrence sur le marché mondial. La grève rompait la paix sociale maintenue par le gouvernement, les employeurs et les syndicats « libres ». Le maire d'Amsterdam et ses adjoints, parmi lesquels trois représentants du Parti du travail (social-démocrate) firent aussitôt appel à la marine et à l'armée pour remplacer les grévistes à l'usine à gaz, conduire des autocars, etc... Ces mesures sensationnelles, qui reçurent l'appui du Parti du Travail et des syndicats « libres », donnèrent toute sa signification politique à la grève. La population ouvrière manifesta sa sympathie aux grévistes qui recueillirent en deux jours 40.000 florins (4 millions de francs). La grève, qui prit fin au bout de trois jours, fut dirigée par un comité composé de deux chrétiens, deux syndicalistes et un communiste. La presse syndicale officielle attaqua les grévistes avec une violence extrême et plusieurs ouvriers sont menacés d'exclusion.

La guerre scolaire en Belgique

LE calme régne à Bruxelles et dans toute la Belgique, après la « grande bataille » qui le 26 mars dans les rues de la capitale belge marqua l'apogée de ce qu'on a appellé la guerre scolaire.

Guerre scolaire ? En Belgique, en effet, comme en France, le Vatican inspire une violente offensive contre l'école laïque, dans laquelle il voit la principale responsable de la déchristianisation des masses. Mais, en Belgique, l'aile cléricale se trouve aujourd'hui rejetée dans l'opposition et a choisi de mener dans la rue son attaque contre les projets laïcs, extrêmement modérés pourtant, soumis au Parlement par le gouvernement de coalition socialiste-libéral. Ces projets ne portaient pas atteinte à la situation prédominante de l'enseignement confessionnel et ne lui refusait pas les subventions. Ils se contentaient de garantir la laïcisation véritable de l'enseignement public lui-même, largement colonisé par le clergé.

En choisissant la manifestation de rue comme moyen d'opposition au « projet Collard », le Parti Social-Chrétien de Théo Lefèvre et son éminence grise de cardinal de Malines, représentants de l'Ordre par excellence, jouaient un jeu dangereux et lançaient au mouvement ouvrier un audacieux défi à la lutte de classes ouverte. Mais ils étaient poussés dans ce sens, non seulement par les intérêts vitaux du clergé, mais par les intérêts de parti des sociaux-chrétiens, débordés par le mouvement nationaliste flamand ainsi que par des éléments profascistes de plus en plus actifs en son sein et qui se manifestèrent à Hasselt et autres lieux par des agressions anti-ouvrières.

Ils y étaient encouragés aussi par la couardise bien connue des dirigeants du Parti Socialiste Belge, garants de l'absence de réactions ouvrières.

A la base du Parti Socialiste et de la Centrale Syndicale FGTB, cependant, la colère fut grande devant la provocation cléricale. De partout l'on exigea une riposte de classe : grève des chemins de fer pour empêcher la concentration d'émeutiers réactionnaires — débrayages et contre-manifestations — constitution de milices ouvrières d'auto-défense.

Les directions PSB-FGTB firent la sourde oreille. Elles mirent en avant la nécessité de ne pas effrayer l'allié libéral, et par conséquent de s'en remettre à l'action policière contre la manifestation catholique. Celle-ci put donc se dérouler avec un succès relatif, et tenir pendant plusieurs heures le pavé bruxellois. Et les catholiques peuvent donc se targuer aujourd'hui d'avoir réussi leur manifestation, en dépit des « brutalités policières ». Les dirigeants socialistes peuvent de leur côté crier victoire. Mais victoire sur qui ? Georges Penchenier dans « Le Monde » notait que M. Van Acker (premier ministre socialiste) avait prouvé « qu'il ne se laissait déborder ni par ses adversaires ni par ses partisans ». Et le quotidien socialiste bruxellois en tirait gloire : « M. Penchenier a très bien vu les choses ».

En fait, ce succès de Van Acker le laisse dès maintenant à la merci des bourgeois libéraux dans la coalition gouvernementale. Il le voue pour demain à une nouvelle et victorieuse offensive, dans le pays et au parlement, des forces réactionnaires que les adjurations socialistes « d'apprendre le jeu de l'opposition » (sic) n'ont guère de chances de convaincre. Et le vœu de Max Buset « d'avoir une majorité absolue socialiste de son vivant » restera un vœu pieux de politicien réformiste sans espoir.

Telles sont les forces qui, demain, « déborderont » effectivement les Spaak-Van Acker si d'autres ne le font pas auparavant : celles qui se lèvent dans le parti socialiste, dans les syndicats, dans les usines, les chantiers, à l'Université libre de Bruxelles, dans les rangs des Jeunes Gardes Socialistes, parmi tous ceux qui réclament une authentique politique ouvrière et la lutte pour un authentique gouvernement socialiste.

R. B.

YALTA : Petites recettes de la cuisine des Grands

LE 16 mars dernier éclatait à Washington une véritable bombe diplomatique, dont les effets (brisants et soufflants) n'ont pas fini de se faire sentir dans le monde entier: la presse américaine rendait publics une partie notable des documents et procès-verbaux de la conférence historique de Yalta. Un coin était ainsi levé du voile diplomatique soigneusement tendu depuis dix ans par les Trois grandes puissances.

UNE PAGE D'HISTOIRE...

A Yalta en Crimée, on le sait, s'était réunie peu avant la fin de la dernière guerre, en février 1945, une conférence Staline - Roosevelt - Churchill. C'est elle qui avait réglé le sort du monde d'après-guerre. Si les grandes lignes de l'accord intervenu avaient vite été révélées par l'expérience, il restait beaucoup à apprendre sur le déroulement des négociations, sur l'attitude et les mobiles de chacun des partenaires. C'est chose faite maintenant, en dépit du caractère tronqué des révélations américaines.

Deux des trois grands personnages de Yalta sont morts. L'impérialisme américain, entre temps, a renversé sa politique extérieure, passant de l'alliance russe contre l'Allemagne à l'alliance allemande contre l'URSS — ainsi que sa politique intérieure, passant d'un exécutif démocrate à un exécutif républicain. Une aile du parti républicain au pouvoir, pour compenser son incapacité à appliquer la politique de « refoulement » des soviétiques hautement proclamée, a cru électoralement avantageux de montrer à l'opinion comment ses rivaux démocrates avaient en 1944 livré des peuples européens à la tutelle soviétique. Ainsi fut violé le sacro-saint secret diplomatique.

...MAL ACCUEILLIE

Hélas ! personne ne s'en trouve satisfait, personne n'apprécie vraiment ces révélations : ni les milieux responsables de la bourgeoisie américaine, ni le vieux Churchill, dont le visage de canaille impérialiste cynique était éclairé d'une lumière trop crue. Ni nos gouvernants, qui auraient bien aimé que soit dissimulé au grand public le grossier mépris avec lequel l'impérialisme français est traité par les Trois Grands. Ni, enfin et surtout, la presse de l'Union Soviétique et des Partis Communistes mondiaux, qui se garda bien de communiquer à ses lecteurs les révélations historiques sur Yalta et chercha à diminuer leur portée par quelques commentaires embarrassés.

Ces gens ont leurs raisons et nous avons les nôtre. Faut-il le dire ? Ces révélations, nous les apprécions, nous. Le mouvement ouvrier mondial tout entier doit les apprécier. Car, par sa publication intéressée, la presse impérialiste a fait un beau cadeau à la vérité historique. Très sincérement, la presse révolutionnaire l'en remercie.

LA METHODE

« L'esprit de Yalta » qui inspira tous les accords partiels conclus en 1945 et qui fut tant vanté des années durant par la diplomatie soviétique et la presse stalinienne, pourrait se résumer en deux principes :

— **coexistence pacifique** organisée sous la forme d'un partage à l'amiable du monde en zones d'influence, les nations mineures étant laissées à la discrétion complète, soit des impérialistes anglo-américains, soit de l'oligarchie soviétique.

— **barrage contre-révolutionnaire** dressé en commun par les Trois Grands à l'offensive mondiale du prolétariat, las des horreurs du capitalisme et de la guerre ; ceci impliquant de la part de Staline (et donc des partis communistes asservis) tantôt une intervention anti-ouvrière directe tantôt une complicité avec l'intervention anti-ouvrière impérialiste, dans tous les secteurs menacés par la révolution.

Nulle part, dans les fragments des protocoles de Yalta aujourd'hui révélés, on ne trouve de proclamation ouverte de ces deux « principes ». Sans doute même l'accord des Trois brigands là-dessus était-il assez profond pour rendre superflu tout contrat de ce genre. Mais l'avidité impérialiste ou bureaucratique d'une part, la crainte de la révolution prolétarienne de l'autre, transparaissent dans le moindre échange de toasts ou de propos badins, tout au long de ces compte-rendus. Et chaque accord finalement conclu sur le sort à réserver à tel ou tel pays n'est que la transcription en termes « nationaux » de ces deux principes universel. Les exemples peuvent être multipliés : Europe occidentale, Pologne, Yougoslavie, Grèce, pays coloniaux, Chine, etc. Mais, comme toujours, le cas le plus typique peut-être de la méthode Yalta fut le cas allemand.

R. GARRIVE.

Dans notre prochain numéro :

YALTA - L'ALLEMAGNE SUR L'ETAL DES BOUCHERS

La guerre d'Algérie

(Suite de la première page.)

partisans et menons la même vie qu'eux. Ces gens ne sont pas les bandits que disent les journaux. Ce sont des patriotes qui luttent pour la libération de leur pays. Ils sont très gentils avec nous... Les partisans ne demandent qu'à vivre tranquille dans un pays qui est le leur. »

Le 29 mars l'amine de la fraction Oued-Aissa, douar Raïcha, commune de Bordj-Menaiel, a été tué.

Le 30 mars, près du douar Frikat (Dra-el-Myan), une forte patrouille de parachutistes et de gendarmes est attaquée. — 19 inculpés comparaissent devant le tribunal d'Oran.

REPRESSION

Le 1er avril, les dockers d'Oran ont refusé de décharger des munitions et du matériel de guerre arrivés par le « Truckheim ». Le tribunal correctionnel de Mostaganem inflige 140 années de prison, 265 années d'interdiction de séjour, 265 années de privations de droits civiques, 19 millions d'amendes pour 17 inculpés. 10 Algériens sont condamnés par le tribunal correctionnel de Batna, 22 accusés passent en jugement devant le tribunal de Tizi-Ouzou.

L'Assemblée Nationale a adopté le projet sur l'état d'urgence.

Le 6 avril, à Toum-Toub, un engagement a lieu entre légionnaires et partisans.

Le 7 avril, un accrochage a lieu près de T'Kout entre un détachement de la Légion et un groupe de partisans. Le combat dure plusieurs heures. Le même jour l'état d'urgence est proclamé dans les arrondissements de Tizi-Ouzou, de Batna et à Tibessa (commune mixte et de plein exercice).

Tel est le bref panorama que l'on peut reconstituer à travers diverses coupures de presse. *Il est au-dessous de la réalité.* Les informations fragmentaires données par les journaux montrent néanmoins que, sur une courte période d'un mois, l'action militaire des partisans ne se relâche pas, et ce n'est pas la proclamation de l'état d'urgence qui changera quelque chose à ce fait.

POISSON D'AVRIL ET LOI D'URGENCE

(Suite de la première page.)

père participer, se sont tous retrouvés du même côté de la barricade, pour voter cette loi super-scélérate.

Il ne tiendrait qu'à eux d'unir dans un seul faisceau la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance, les luttes de la classe ouvrière pour ses revendications, celles des couches les plus pauvres de la petite paysannerie et de la petite bourgeoise, et d'organiser l'action générale capable d'imposer un gouvernement représentant les travailleurs. Ils ne veulent même pas agir en commun pour empêcher que le parlement ne vote une loi super-scélérate.

C'est de cette contradiction entre ce que les travailleurs sentent nécessaire et la politique des dirigeants des grandes organisations se réclamant de la classe ouvrière qu'est fait le calme actuel.

Cette contradiction se résoudra dès que les travailleurs constateront que les moyens d'engager le combat d'ensemble sont à leur portée. La revendication d'une augmentation égale pour tous *est la plus apte à unir toutes les catégories de travailleurs tant que le pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées sera à 50 0/0 de leur pouvoir d'achat de 38. Les Assises Nationales d'unité d'action syndicale permettront la réalisation de l'unité d'action à tous les échelons, sous le contrôle de l'ensemble des travailleurs, et l'organisation de la lutte générale nécessaire. Mais ces mots d'ordre ne suffisent pas encore. La classe ouvrière pour engager la lutte a besoin de se sentir les coudes, elle a besoin de savoir ce que veulent les travailleurs de chaque secteur. Les grèves partielles et limitées sont déconsidérées par l'usage qu'on ont fait les bureaucrates syndicaux. C'est par des manifestations dans la rue que les travailleurs d'une corporation, d'une usine peuvent le mieux aujourd'hui affirmer leur volonté de combat et trouver l'écho des autres usines, des autres corporations. En manifestant dans la rue pour leurs revendications, ils affirmeront qu'ils entendent devenir les maîtres de cette rue, pour partir à l'assaut du pouvoir quand le moment en sera venu.*

LES GRANDS *et les peuples*

(Suite de la première page.)

« La Chine aura beau être « sage », écrit-il, elle aura beau éviter de faire déferler ses soldats par-dessus les frontières de l'Asie du Sud-Est : empêchera-t-elle, si même elle le souhaite, que les idées et les exemples qu'elle a suscités par sa révolution ne déferlent, eux, sur l'Asie orientale ? Et les pays d'Occident auront beau élaborer des alliances militaires comme le traité du Sud-Est asiatique, empêcheront-ils cette invasion par le dedans, contre laquelle ils n'ont pas encore trouvé de remède ? »

Voilà bien l'écueil de la « coexistence pacifique » sur les dos des opprimés. Khrouchtchev et Boulganine ne demanderaient qu'à livrer la révolution chinoise à l'impérialisme pour obtenir le répit dont ils ont besoin, et consolider les privilèges de la bureaucratie qu'il représentent. Mais ils ne disposent pas du P.C. chinois, qui a pris le pouvoir malgré eux, et vient encore de leur signifier un nouvel avertissement en liquidant l'agent russe dans ses rangs Kao-Kang. Car Mao-Tse-Toung ne peut oublier que son parti tire sa force, non de « l'aide » parcimonieuse et chèrement payée du Kremlin, mais de l'élan révolutionnaire irrésistible des masses chinoises et asiatiques.

En Europe Occidentale même — en France, en Italie, où les dirigeants staliniens, fidèles aux accords de Yalta, frustrèrent les masses de la victoire en 1944, désarmèrent les partisans, installèrent la réaction au pouvoir sous l'égide du tripartisme, l'opération serait chanceuse à répéter. Les peuples d'Afrique du Nord échappent au contrôle du Kremlin. Le peuple algérien ne renoncera pas à conquérir son indépendance, simplement parce que Thorez et Duclos estiment qu'il n'est tout au plus qu'une « nation en formation ». Et les travailleurs français eux mêmes ont tiré de grandes leçons des combats des 10 dernières années. Ils ne sont pas prêts à se laisser utiliser une fois encore pour les objectifs diplomatiques du Kremlin. Ils savent que pour assurer la paix, il faut abattre le capitalisme, et non collecter des signatures. En août 1953, ils ont fait la répétition générale de la révolution prolétarienne. Le moment venu, ils iront jusqu'au bout, n'en déplaise à Boulganine, à Duclos, et à leurs amis « patriotes », bourgeois et colonialistes.

Les peuples mettront en échec les plans de Sainte Alliance contre-révolutionnaire des Grands. Ils conquerront la paix, en abattant le capitalisme dans le monde entier.

Numérisation CERMTRI

SUR LE FRONT OUVRIER

Pour ou contre les rendez-vous ?

QUAND « Le Figaro » se mêle de faire du social, voilà ce que cela donne : « En eux-mêmes (?), les « rendez-vous » donnés à intervalles rapprochés, aux salariés et aux employeurs sont doublement favorables à la création d'un meilleur climat social. » *De son côté,* « le patronat demanderait que soit abandonnée la méthode des « rendez-vous » semestriels, qu'il estime néfaste ». *(« Le Monde ».)*

Renvoyons « Le Figaro » et « Le Monde » dos à dos et laissons-les démêler leurs querelles de clercs. Ce ne sera d'ailleurs pas la première fois.

MOINS DE 2 %

Favorable ou néfaste ? Ce qui peut trancher en pareille matière, c'est l'augmentation du pouvoir d'achat. « La Vie Française » va vite en besogne. De 3.600 milliards pour 1954, la masse globale des salaires passera à 3.900 milliards en 1955, et ce journal de couture triomphalement : « Soit un supplément de pouvoir d'achat dépassant 8 %. » *« La Vie Française » oublie de mentionner, volontairement cela va de soi, que :*

— *1°) 120 milliards seront le produit des heures supplémentaires, et de l'intégration de 50.000 nouveaux travailleurs dans la production ;*
— *2°) 90 milliards sont à compter dans les augmentations réalisées en 1954 ;*
— *3°) 20 milliards seront absorbés par l'augmentation des hauts cadres, directeurs, ingénieurs et autres.*

Ainsi, en faisant bien le compte, il ne reste, sur une masse globale de 3.830 millards, que 70 miliards effectivement consacrés à l'augmentation des bas salaires, soit une augmentation de 1.83 %.

LES PATRONS N'Y PERDENT RIEN

Mais ce n'est pas tout. En effet, les prévisions économiques sont telles pour 1955 que l'augmentation de la production doit être de 8 %. Or ce chiffre de 8 %, si nous le transférons sur la masse des salaires de 1954 (3.600 milliards), nous donne à peu près la somme de 300 milliards, qui constituent le montant total de l'augmentation de la masse des salaires pour 1955.

En d'autres termes, ceci veut dire que non seulement cette augmentation ne coûte pas un sou au patronat mais, au contraire, lui rapporte de l'argent, tant il est vrai que les patrons n'acceptent de faire travailler les ouvriers qu'à condition qu'ils en tirent du bénéfice.

Et ainsi s'éclaircit la querelle byzantine entre « Le Figaro » et « Le Monde ». Pour les intérêts patronaux, ces deux journaux ont raison, car :

— *1°) La politique des « rendez-vous » permet de faire croire aux travailleurs qu'on leur donne quelque chose ;*
— *2°) Mais à partir du moment où les patrons alignent des chiffres, la comédie apparaît en pleine lumière.*

ASSEZ FINASSE !

Il est toutefois une catégorie de gens que tous ces artifices comptables ne sauraient tromper, ce sont les travailleurs. Le bulletin de paie est une démonstration bien plus puissante que toutes les arguties d'expert. Même si celles-ci s'entourent d'un maquis procédurier sur les abattements de zone passant de 13,5 % à 12 % maximum, ou sur une réduction d'un quart des abattements de zone pour les allocations familiales, ou encore (c'est la dernière mais c'est bien la plus subtile) sur l'augmentation de 4 fr. 50 de la prime non hiérarchisée et non intégrée au salaire minimum interprofessionnel garanti...

Les travailleurs veulent des choses simples :
— *Une augmentation de 10.000 francs égale pour tous en acompte sur un véritable minimum vital ;*
— *La disparition des abattements de zone.*

Et ils savent d'expérience que les choses les plus simples ne s'obtiennent que par la lutte et par l'action unie.

François TARRANT.

Une journée pour l'unité

AU moment même où Léon Mauvais, secrétaire de la CGT écrit : « Elle (la fédération des Ingénieurs et Cadres FO) exprime au fond — ce dont nous nous félicitons — le souhait que les centrales syndicales s'entendent dans un comité interconfédéral d'action contre l'exploitation des soldats et à leur utilisation en opposition avec les travailleurs », la première confrontation entre militants unitaires de toute tendance qui aura lieu le 24 avril 1955 prend toute son importance.

Depuis le mois de septembre 1953, des militants unitaires de toutes tendances, partout où ils se trouvent, ne cessent de préconiser la tenue des Assises Nationales d'Action organisées conjointement et solidairement par toutes les centrales syndicales. Un Comité permanent fut crée, il y a un an et demi, dans le seul but de populariser et de multiplier les initiatives pour que se réalise la large confrontation unitaire et démocratique dont tous les travailleurs sentent la nécessité.

Aux différentes démarches du Comité Permanent, il ne fut répondu qu'évasivement ou par une façon de non-recevoir. Il y a un an, la CGT répondait indirectement aux propositions formulées par les militants unitaires en organisant sous sa seule égide, la Conférence Nationale Ouvrière d'avril 1954.

Celà ne faisait pas le compte. L'unité était possible entre dirigeants de différentes confédérations. Le Comité Permanent en fit la preuve par l'organisation d'un meeting le 25 mai 1954 où des dirigeants et responsables de toutes les Confédérations parlèrent côte à côte du haut de la même tribune.

Par toutes ces actions, le Comité Permanent exprime la profonde volonté unitaire de toutes les couches de travailleurs.

Cette volonté unitaire, les dirigeants confédéraux sont contraints d'en tenir compte à leur manière.

Mais il est incontestable que depuis un an et demi le problème de l'unité a évolué.

Cette évolution et ses conséquences, les perspectives qui s'offrent, les mots d'ordre à mettre en avant, voilà ce qui fera l'objet de la discussion qui aura lieu au cours de toute la journée du 24 AVRIL 1955, DE 9 h. A 12 h. ET DE 14 h. A 18, SALLE DES HORTICULTEURS, RUE DE GRENELLE, PARIS.

Le Comité Permanent a édité, pour cette journée, un document préparatoire qui fait le point de la situation. (1)

Cette journée sera un nouveau pas en avant dans la voie du rassemblement unitaire et dans la recherche des moyens pour aboutir à la réalisation du Front Unique, du sommet à la base et de la base au sommet.

(1) On peut se procurer ce document chez R. Dumont, 1, rue Sextius-Michel, Paris XVe.

METRO-BUS

Défendons les petites catégories

DANS 17 dépôts sur 60 établissements, des débrayages variant de 1/4 d'heure à 1 heure, regroupant 60 à 80 % des ouvriers. Pas de débrayage à Championnet et à Fontenay (les 2 plus importants ateliers). Une centaine d'ouvriers allant en délégation au ministère des Travaux Publics, où ils déposèrent entre les mains d'un quelconque fonctionnaire, les pétitions signées dans les dépôts.

Voilà à quoi s'est réduit la « journée d'action » des ouvriers de la R.A.T.P. Ce n'est pas un résultat surprenant.

L'orientation actuelle des dirigeants de la C.G.T., prend à la R.A.T.P. une forme caricaturale.

Dès octobre 54, la direction du syndicat C.G.T. mettait en veilleuse la revendication du minimum de base à 31.200 francs par mois pour 196 heures, et proposait comme revendication principale, une nouvelle grille hiérarchique. Ce projet de nouvelle grille comporte des avantages évidents — au lieu de 13 échelles existantes actuellement, 4 — au lieu des 18 ans actuellement nécessaires pour parcourir complètement chaque échelle, 10 — au lieu de différences de traitement de 35 à 45 % entre le début et la fin d'une échelle, 20 % — le salaire de l'ouvrier qualifié R.A.T.P. égal au salaire de l'ouvrier qualifié de la Préfecture de la Seine.

Le défaut essentiel de cette grille consiste en ce qu'elle ne s'appuie pas sur la définition d'un minimum de base suffisant. La conséquence inévitable est que chaque catégorie s'efforce de compenser la faiblesse du minimum de base en obtenant des coefficients le plus élevés possibles. Inévitablement la catégorie des ouvriers (principalement les ouvriers de Championnet) a reclamé la même échelle que les conducteurs. La question n'est pas de savoir si cette position est justifiée ou non, le fait est que cette position fait ressurgir les vieilles querelles de catégories.

La direction syndicale ne s'est pas embarrassée pour si peu. Sa réponse fut : « Que chaque catégorie revendique pour ses propres revendications, que chaque catégorie engage la lutte séparément » (tout en maintenant par ailleurs son projet de grille : tant pis pour les incohérences). D'ailleurs, a-t-elle ajouté, de cette façon l'unité pourra se réaliser beaucoup plus facilement avec les syndicats de catégorie.

C'est ainsi que fut proposée par la direction syndicale C.G.T. l'organisation dans chaque catégorie d'une journée d'action, le 7 avril pour les ouvriers, le 14 pour les mécanisiens et les receveurs d'autobus, et éventuellement le 21 pour l'exploitation réseau ferré. Et pour accroître encore plus la dispersion, chaque dépôt doit agir selon les possibilités locales, par des actions pouvant varier de 24 heures de grève à l'envoi d'une délégation au ministère des Travaux Publics.

Il est évident qu'il est impossible de mobiliser les travailleurs de la Régie sur cette orientation. Si les syndicats de catégorie, des ouvriers qualifiés, et des receveurs et mécanistes ont accepté de participer à ces « journées d'action », aucun accord réel n'existe sur les revendications, aucune perspective n'est ouverte. Ce sont des accords purement formels, qui se rompront rapidement. A moins que la direction du syndicat C.G.T. s'aligne purement et simplement sur les positions catégorielles de ces syndicats. Quant aux dirigeants de F.O. ils peuvent tout à loisir dénoncer la position du syndicat C.G.T. (sans d'ailleurs rien proposer d'autre).

Comme l'ont expliqué dans plusieurs tracts les militants qui publient « La Tribune Libre de la R.A.T.P. », il n'est pas d'*ersatz* dans la lutte des classes. Faute de poser les vrais problèmes, à savoir : celui d'un retour au pouvoir d'achat de 38, et de la préparation de la lutte générale nécessaire, les dirigeants cégétistes sombrent dans l'impasse catégoriste.

(Correspondant).

Préparons une Conférence unitaire et démocratique de l'Aéronautique

LA Fédération CGT Métaux convoque pour le 23 avril une conférence nationale de l'Aéronautique.

Préparons cette conférence dans les conditions d'unité et d'efficacité qui en assureront le succès.

1) La Fédération des Métaux CGT doit adresser aux autres fédérations des propositions de préparation et d'organisation communes de la conférence. Des mesures doivent être proposées pour assurer la démocratie la plus complète et le respect des tendances. Il faut agir de telle sorte que ces fédérations soient convaincues ou contraintes de participer. La proposition de comités paritaires à tous les échelons va dans ce sens.

2) La conférence nationale doit être préparée par des conférences d'entreprises, locales et départementales avec la participation de toutes les organisations syndicales.

3) Un texte doit être soumis dès maintenant à la discussion, mettant en avant les revendications essentiellement unitaires (telle l'augmentation égale pour tous) pour envisager une lutte d'ensemble.

4) Un point particulier de cette conférence doit être la liaison nécessaire entre les mouvements dans notre corporation et ceux des autres secteurs de la classe ouvrière.

5) La conférence doit engager les organisations syndicales à utiliser tous leurs moyens pour soutenir et élargir les mouvements existants qui s'inscrivent dans la préparation à une lutte d'ensemble. Elle doit aussi soutenir toutes les initiatives visant au renforcement de l'unité et de l'action. La conférence aéronautique du 23 avril doit envoyer une délégation à la conférence nationale pour des Assises nationales d'unité d'action du 24 avril, réalisée par des camarades unitaires de toutes tendances, afin de soutenir et d'élargir cette initiative.

Sans la réalisation de ces conditions la conférence de l'Aéronautique ne pourra jouer le rôle qui lui incombe : Préparer, dans l'unité les conditions d'une lutte d'ensemble pour imposer nos revendications et en finir avec la misère.

(Extrait de « LA VERITE-SNECMA, N° 2 do mars 55.)

On annonce, au moment où nous mettons sous presse, le prochain transfert de MESSALI HADJ des Sables d'Olonne à Angoulême.

Ce transfert, qui traduit les préoccupations que donne au gouvernement l'action du Comité pour la Libération de Messali Hadj et des victimes de la répression, *n'en signifie pas moins que MESSALI demeure un proscrit politique. Une atténuation sera-t-elle apportée à la scandaleuse séquestration dont il est victime ? En tout cas, le vrai problème demeure. Plus que jamais.*

LIBEREZ MESSALI !

Palabres d'inaction ou unité révolutionnaire

Le Front Unique de la victoire

PARAPHRASANT une phrase célèbre, la classe ouvrière pourrait dire aujourd'hui « Le rendez-vous d'avril se meurt - le rendez-vous d'avril est mort ». Et, nous déclare gentiment le très Faure ami des ouvriers, il n'est pas renouvelable en octobre.

Ce gouvernement a au moins un mérite. Avec beaucoup de bla-bla-bla et de poudre aux yeux, le fonds de ses déclarations reste le même : « Vous n'aurez — dit-il à la classe ouvrière — que ce que je voudrai bien vous donner ».

Et pour éviter de devoir trop donner, il décrète l'état d'urgence, aussi, sur le blocage des salaires.

Bien sûr, toutes les centrales ont protesté ; bien sûr elles ont fait connaître au gouvernement leur mécontentement devant ces « insuffisances » ou ces « duperies ». Mais c'est tout.

Nous ne viendrons pas ici leur reprocher de se battre chacune de son côté. Non. Elles n'ont même pas appeler à l'action. Si ce n'est de façon vague en demandant à leurs syndicats de protester.

Leur attitude ne rend pas superflue, mais au contraire encore plus nécessaire, l'unité de lutte de la classe ouvrière.

Ce qu'il faut à messieurs les patrons et à leurs mandataires ministres, ce n'est pas un dialogue de sourds sur la renaissance de l'économie, les conférences internationales, l'intérêts économiques de la France. Non, là ils sont dans leur élément.

C'est qu'il faut, c'est répondre coup pour coup. A une phrase patronale, un acte ouvrier. A un refus d'ensemble de satisfaire les revendications ouvrières, la préparation d'une lutte d'ensemble. Les organisations syndicales en ont-elles la capacité et la volonté ?

C'est là aussi un test pour le patronat. En étant de plus en plus cassant ; jusqu'où pourra-t-il aller sans danger pour ses privilèges ?

Donnant une promesse à l'un, un refus de recevoir à l'autre, un aveu d'impuissance à un troisième, le gouvernement ajoute encore à la confusion en fournissant volontairement des arguments pour que les syndicats rejettent mutuellement les uns sur les autres les causes de leurs échecs.

Il faut le dire nettement. La cause de tous ces échecs, de toutes ces divisions, est le refus d'engager une lutte véritable.

De la même façon que la cause des échecs passés est le refus de mener une lutte conséquente mettant en jeu toutes les forces ouvrières. C'est sur ce terrain que prospéra la scission, que se développa la division.

Cependant, en bas, dans les usines, une volonté de lutte formidable existe. Il faut lui donner les moyens de faire sauter les dernières barrières qui péniblement la retiennent et l'entravent. Il faut l'unité d'action à tous les échelons. Mais il faut que ce soit une unité de lutte.

Dans les usines, parfois, des travailleurs disent : « Il faut qu'ils s'unissent. C'est la première chose à faire. Mais après ce sera comme avant : rupture de l'unité, sabotage de la lutte ».

Ce ne peut être comme avant ! Parce que cette expérience depuis 1945 c'est toute la classe ouvrière qui l'a faite.

La préparation d'une lutte se fait toujours en tirant plus ou moins ouvertement, plus ou moins consciemment, les leçons des luttes passées.

Les militants de F.O. sentent durement la nécessité de l'unité d'action et arrivent à la pratiquer presque journellement maintenant.

Les cadres de la CGT sentent durement leurs difficultés à mobiliser seuls les travailleurs. Et, les reproches qui leur sont faits sur les luttes passées, ils ne le rejettent pas toujours.

Les militants de la FEN savent la position privilégiée que leur confère leur unité syndicale, et les responsabilités pour la réalisation du F.U. qui sont les leurs.

L'unité d'action des centrales ne signifie pas la juxtaposition d'appareils. C'est la libération de toutes les capacités de direction, d'organisation que renferment leurs militants. C'est la mise devant leurs responsabilités des directions confédérales : Il s'agit d'aligner les actes sur les paroles, de ne plus seulement parler du mécontentement ouvrier, mais de le démontrer avec force.

C'est pourquoi l'unité d'action doit se souder jusqu'au sommet, avec le contrôle des ouvriers de la base et les représentants des centrales, dans une conférence nationale.

En août 53, chez les postiers, lorsque FO et CFTC abandonnèrent la lutte et donnèrent seuls, l'ordre de reprise, ce sont des militants de leurs syndicats, représentant les ouvriers dans les comités d'unité d'action élus qui les remplacèrent, et dirigèrent effectivement au nom de leurs camarades de syndicat.

La conférence nationale donne cette possibilité à l'échelle du pays tout entier.

Par la même elle est la garantie que cela ne se passera pas comme hier.

Ce front unique organisera la lutte et la victoire.

ROGER SONTET.

AUGMENTATION EGALE POUR TOUS !

LORSQUE notre Parti revendique une augmentation égale pour tous, il ne le fait évidemment pas pour le plaisir d'avoir son propre mot d'ordre.

LA CLE DE LA SITUATION

L'augmentation égale pour tous est la clé pour sortir de la situation présente, pour permettre aux travailleurs d'engager la lutte et d'arracher la victoire.

Les centrales syndicales palabrent sur les revendications particulières, sans même que le patronat et le gouvernement daignent les écouter. Lorsque ces centrales en arrivent finalement à la discussion sur les salaires, nous voyons les fédérations, les unions départementales, les locales et les usines se livrer à des discussions de sourds pour « arracher » deux points de plus au coefficient hiérarchique pour telle catégorie, trois points de plus pour celle-ci, un point et demi pour celle-là, etc.

De ces discussions stériles, les travailleurs tirent la conclusion : « Quand les centrales s'unissent, c'est pour ne rien faire ». Cette politique tend à discréditer l'idée même de l'unité d'action.

Dans les usines, ces derniers temps, des travailleurs ont mis en avant une augmentation dégressive des salaires. C'était une indication claire, un refus de faire de nouvelles concessions aux cadres, aux mieux payés, car sans les inciter à lutter, une augmentation hiérarchisée crée des dissensions parmi les travailleurs, et ce sont les cadres qui, bien souvent, agissent pour briser les luttes, tout en en tirant le plus grand profit.

C'est tout le monde qui doit avoir une véritable augmentation pour avoir le même intérêt à se battre et à lutter.

JUIN 36 OU GREVE D'ATELIER ?

Le courant se développe dans les usines et les bureaux pour une augmentation égale pour tous. L'adoption de ce mot d'ordre n'offre aucune difficulté. Ce sont les confédérations qui en créent dans leur refus de poser clairement la question de l'augmentation des salaires.

La classe ouvrière veut l'unité ; une unité totale, une unité des directions syndicales, une unité à la base, une unité d'action de toutes les corporations.

Pour que celà puisse se réaliser, il faut en donner les moyens, en préparer les conditions dont, en particulier, la mise en avant de la revendication d'une augmentation égale pour tous qui permet d'unifier les luttes encore éparses par un objectif commun.

Et ce ne sont pas les revendications particulières de corporations ou de catégories qui sont en contradiction avec une augmentation égale pour tous ! Ces revendications partielles ne sont qu'une expression détournée en relation avec les méthodes de lutte mises en avant par les dirigeants, de la nécessité urgente et vitale d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs.

Et la lutte pour ces revendications partielles, si elle ne tend pas à mieux unir et mieux préparer un combat d'ensemble, laisse les travailleurs seuls face au patronat et ne peut permettre d'attendre les objectifs limités que l'on assignait au départ.

« Mais cette augmentation égale pour tous va à l'encontre d'un véritable minimum garanti et des 40 h. payées 48 », répondent certains censeurs sévères, partisans du conservatisme des « traditions revendicatives » de la classe ouvrière.

Et ils bavardent sur le retour au pouvoir d'achat de 1938 sans préciser que ce pouvoir d'achat fut arraché par les grèves de juin 1936.

Pour revenir à ce pouvoir d'achat il faut lutter, et le seul moyen pour lutter, pour ne pas rester en arrière, pour ne pas léser les petites catégories, pour entraîner dans l'action les mensuels et certaines couches plus « aisées » de la classe ouvrière, est de tout subordonner à la réalisation de l'unité revendicative.

L'augmentation égale pour tous, c'est le levier pour balayer toutes les tergiversations des organisations ouvrières, c'est la condition de la préparation d'un vaste mouvement d'ensemble.

JEAN RODION.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : RENARD.

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier — PARIS (IXe)